

SOMALIE

Enlèvement de deux «conseillers français» en mission à Mogadiscio

Deux «conseillers» des services de renseignements français en mission à Mogadiscio, où ils apportaient une aide en matière de sécurité au gouvernement somalien, ont été enlevés hier par des hommes armés, a-t-on appris de sources françaises et somaliennes.

Ils ont été enlevés dans l'hôtel Sahafi, dans le sud de la capitale somalienne, par une dizaine de miliciens qui ont désarmé les gardes de sécurité de l'hôtel où ils s'étaient enregistrés comme journalistes, selon un policier somalien et la direction de l'hôtel.

«Deux conseillers français en mission officielle d'assistance auprès du gouvernement somalien ont été enlevés ce matin (mardi) à Mogadiscio par des hommes armés», a annoncé à Paris le ministre français des Affaires étrangères dans un communiqué.

«Ils apportaient une aide en matière de sécurité au gouvernement fédéral de transition du président» somalien Sharif Sheikh

Ahmed, est-il précisé dans le texte.

Le ministère n'a donné aucune précision sur l'identité de ces hommes ou sur le fait de savoir s'il s'agissait de militaires ou de civils.

Le gouvernement du président Ahmed, un islamiste modéré élu fin janvier, fait face depuis début mai à une offensive sans précédent des islamistes radicaux des shebab et de la milice Hezb al-Islamiya. Les insurgés ont reçu ces derniers mois le renforts de combattants «jihadistes» étrangers.

La France s'est engagée au printemps à former à Djibouti un bataillon de l'armée somalienne, soit 500 hommes. La France dispose à Djibouti d'une



Photo d'un milicien.

base permanente de 2 900 militaires.

A l'origine, la formation de militaires somaliens devait débuter en sep-

tembre. En raison de la dégradation de la situation à Mogadiscio, les préparatifs se sont accélérés et cette formation devait

débuter en août à Djibouti.

Un haut responsable gouvernemental somalien avait indiqué plus tôt hier sous couvert d'anonymat que les deux étrangers enlevés étaient des Français travaillant pour les services de renseignement français.

Il a précisé à l'AFP que les otages, qui se trouvaient selon lui en Somalie depuis neuf jours, n'étaient pas des journalistes.

L'enlèvement des deux hommes, qui n'avait pas été revendiqué hier après-midi, s'est produit le jour de la fête nationale française.

Selon un employé de l'hôtel sous couvert d'anonymat, l'opération «semble avoir été bien préparée car elle s'est déroulée dans une zone sous haute sur-

veillance contrôlée par le gouvernement somalien».

Les ravisseurs se sont présentés comme des membres des forces de sécurité gouvernementales en approchant de l'hôtel, a-t-il ajouté.

Selon des témoins, ces ravisseurs ont rencontré peu de résistance de la part des gardes de sécurité de l'hôtel et aucun coup de feu n'a été entendu pendant l'opération.

Hassan Yare, épicière dont l'échoppe est voisine de l'hôtel, a raconté avoir vu deux véhicules — dont un avec une dizaine d'hommes armés à bord — s'engouffrer dans l'enceinte de l'hôtel.

«Je n'ai pas réalisé que quelque chose de mauvais se passait, jusqu'à ce que je voie deux hommes blancs être emmenés», a-t-il ajouté.

Des étrangers sont régulièrement enlevés en Somalie, pays en guerre civile depuis 1991, et libérés contre rançon. Journalistes et humanitaires sont particulièrement visés. Six journalistes somaliens ont été tués dans leur pays depuis janvier.

La journaliste canadienne Amanda Lindhout et le photographe australien Nigel Geoffrey Brennan, enlevés le 23 août 2008, sont toujours détenus par leurs ravisseurs.

Quatre employés européens de l'ONG française Action contre la faim (ACF) et leurs deux pilotes kényans, enlevés début novembre, sont également toujours otages.

ÉGYPTE

Un fonctionnaire emprisonné pour avoir «offensé» Moubarak dans un poème

Un fonctionnaire égyptien, poète à ses heures perdues, purge une peine de trois ans de prison pour avoir «offensé» le président Hosni Moubarak dans l'un de ses poèmes, a-t-on appris hier de source judiciaire.

Mounir Saïd Hanna Marzouk écrivait des

poèmes qu'il distribuait à ses amis, dans l'espoir d'en faire un jour des chansons, selon le quotidien indépendant *Al-Masri Al-Yom*.

Mais l'un de ses collègues, estimant qu'il avait porté atteinte au président Moubarak dans l'un de ses écrits, a porté plainte contre lui, a indiqué la source judiciaire. Les termes

ayant été jugés offensants pour le chef de l'Etat ne sont pas connus. Le tribunal de Maghagha, dans le gouvernorat de Minya (Haute-Egypte), a condamné le 31 mai le poète à trois ans de prison — la peine maximale prévue — après l'avoir reconnu coupable d'«offense» au président Moubarak.

Le tribunal s'est appuyé sur l'article 179 du Code pénal égyptien, qui prévoit une peine allant de 24 heures à trois ans de prison pour quiconque porte atteinte au chef de l'Etat.

Le frère de Mounir Hanna a appelé le président à intervenir et à le gracier, d'après *Al-Masri Al-Yom*.

Jerzy Buzek, un Polonais à la tête du Parlement européen

L'ancien Premier ministre polonais Jerzy Buzek, candidat du Parti populaire européen (PPE, conservateur), soutenu aussi par les socialistes et les libéraux, est devenu hier le premier président du Parlement européen issu d'un pays d'Europe centrale.

Une des premières ambitions de cet homme politique libéral de 69 ans est de mettre fin à la division entre les anciens et les nouveaux membres de l'UE.

«Autrefois, un rideau de fer séparait les anciens et les nouveaux. Il est moins visible aujourd'hui mais il existe encore cette division entre les nouveaux (qui ont rejoint l'UE depuis 2004, ndr) et ceux qui sont dans l'UE depuis longtemps», déclare-t-il dans une interview à la presse polonaise

parue le jour de son élection à la tête du PE.

«Nous voudrions que cette division disparaisse. Et elle disparaîtra», assure-t-il.

Jerzy Buzek «convient beaucoup aux Allemands qui apprécient son sens du compromis, poussé parfois à l'exagération», estime Boguslaw Sonik, un eurodéputé polonais du PPE.

Quand Jerzy Buzek, un universitaire peu connu du grand public, devient en 1997 Premier ministre après la victoire électorale de Solidarité, beaucoup y voient une marionnette aux mains de la direction du syndicat.

Mais finalement, cet homme de compromis bien enraciné dans les structures du syndicat se révèle capable de concilier des fractions rivales de Solidarité

et il tient quatre ans à ce poste. Un exploit qu'aucun autre chef de gouvernement en Pologne n'avait réalisé avant lui depuis la chute du communisme en 1989.

Né en 1940 à Smilowice, un petit village situé aujourd'hui en République tchèque, ce protestant à la réputation d'être un bourreau de travail. «Buzek est toujours le dernier à sortir de son bureau. Rarement avant minuit. Il est parmi les eurodéputés les plus actifs», raconte M. Sonik.

«C'est sûr, même si c'est regrettable à avouer : je préfère les cinq dernières années au Parlement européen à ma carrière de Premier ministre en Pologne», reconnaît Jerzy Buzek.

Après la guerre, sa famille

s'installe à Chorzow en Silésie (sud de la Pologne) où il fait ses études de chimie à l'Ecole polytechnique de Gliwice.

Il restera lié à cette région où il travaillera comme chercheur et enseignant. Entre 1970 et 1971, il suit à Cambridge, en Grande-Bretagne, un stage universitaire qui lui donne une bonne connaissance de l'anglais, il parle aussi bien l'allemand et le russe.

Après la naissance en 1980 du syndicat de Lech Walesa, Jerzy Buzek est cofondateur d'une section de Solidarité à l'Institut d'ingénierie chimique de Silésie.

Puis il entre dans les structures régionales et nationales du syndicat.

Ses talents politiques apparaissent lors du 1er congrès

national de Solidarité en 1981, qu'il préside avec beaucoup d'habileté. Avec la proclamation de la loi martiale par le général Wojciech Jaruzelski le 13 décembre 1981, il organise les structures clandestines de Solidarité en Silésie, sous le pseudonyme de Karol.

Amateur de tennis et de descentes en kayak, il passe volontiers ses vacances en Mazurie, la région des lacs dans le nord de la Pologne. Son épouse Ludgarda est, elle aussi, chercheur en chimie.

Leur fille Agata est une actrice connue en Pologne pour avoir joué notamment dans un film historique d'Andrzej Wajda, *Zemsta* (La Vengeance), aux côtés du cinéaste franco-polonais Roma Polanski.